

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

Février 2022

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte national : l'économie française résiliente devant la crise de la Covid-19




La pandémie de Covid-19 s'est accompagnée d'une crise économique d'une ampleur considérable. En 2020 la baisse du PIB a été la plus forte jamais observée en temps de paix. L'année 2021 a marqué le retour à une croissance dynamique. Selon le [FMI](#), le PIB mondial a augmenté de 5,9 % en 2021. La croissance de la Zone Euro a été solide elle aussi, elle a atteint 5,2 % en 2021, après une baisse de -6,5 % en 2020.

En France, l'activité économique a retrouvé son niveau d'avant-crise dès le troisième trimestre, et sur l'ensemble de l'année 2021, la croissance du PIB culmine à 7,0 %. **En dépit des vagues épidémiques survenues en avril, en août, puis en novembre, l'économie française s'est donc montrée résiliente.** L'industrie a d'abord porté la reprise en début d'année, avant que la production soit affectée, durant l'été, par des problèmes d'approvisionnement, particulièrement sévères dans les secteurs de l'automobile, des équipements électroniques et des machines et équipement. À partir du deuxième trimestre, les services marchands sont devenus le principal moteur du dynamisme de la croissance. L'allègement des contraintes sanitaires permis par la généralisation de la vaccination et le déploiement du pass sanitaire a favorisé une normalisation progressive de l'activité dans des secteurs très touchés comme le commerce, les transports ou l'hébergement-restauration. Le ralentissement dû à l'effet Omicron fin 2021-début 2022 devrait être limité et temporaire.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2021, l'activité serait encore dynamique dans les prochaines années avec une croissance annuelle de 3,6 % en 2022 puis 2,2 % en 2023, avant un retour à un rythme proche du potentiel et nettement plus faible à seulement 1,4 % en 2024.

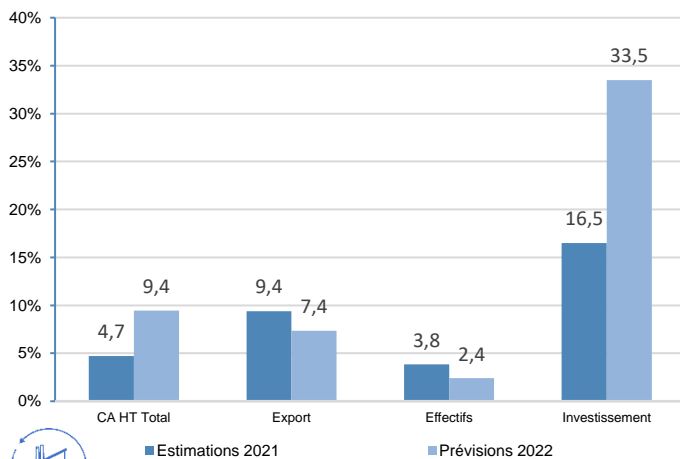
La situation sur le marché du travail s'est fortement normalisée en 2021. L'emploi salarié a rebondi à la suite de la levée des contraintes sanitaires au printemps et durant l'été. Le taux de chômage s'établit autour de 8% mi-2021 le même niveau que fin 2019 avant la pandémie de Covid-19 et, selon nos projections, il pourrait diminuer jusqu'à 7,7 % en moyenne en 2024.

Chiffres clefs

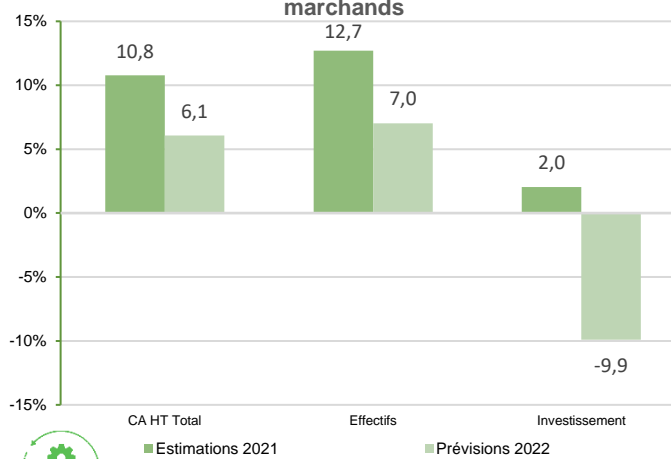
	Chiffre d'affaires	2021 :	+4,7%
		2022 :	+9,4%
	Exportations	2021 :	+9,4%
		2022 :	+7,4%
	Effectifs	2021 :	+3,8%
		2022 :	+2,4%
	Chiffre d'affaires	2021 :	+10,8%
		2022 :	+6,1%
	Effectifs	2021 :	+12,7%
		2022 :	+7%
	Production totale	2021 :	+13,4%
		2022 :	+1,2%
	Effectifs	2021 :	+5,3%
		2022 :	+1,9%

Situation régionale

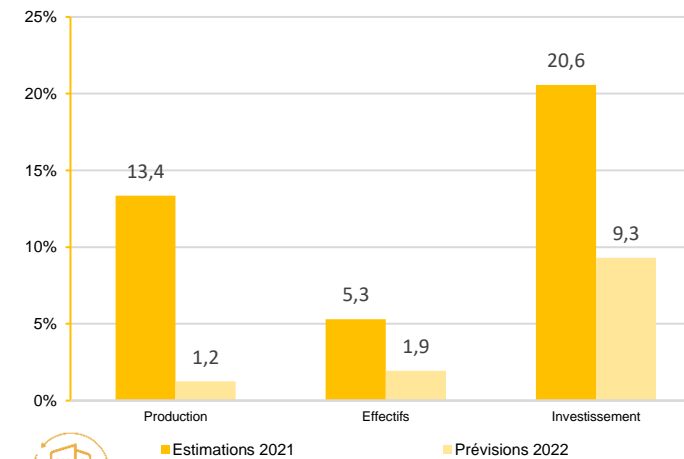
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En 2021, la crise sanitaire a continué de faire ressentir ses effets sur l'économie bretonne. L'activité dans la région a certes rebondi dans l'ensemble par rapport à 2020, en particulier grâce à la prolongation de mesures d'aides publiques (chômage partiel, PGE) et au maintien d'un haut niveau de commandes, mais la persistance des difficultés d'approvisionnement et de recrutement ont continué de peser sur le niveau d'activité et la rentabilité dans certains secteurs. En effet, en dépit du retour du PIB à son niveau d'avant crise au T3 2021 au niveau national, l'indisponibilité de nombreux produits et composants et les pénuries de main d'œuvre aggravées par les vagues épidémiques successives (contamination, cas contacts), ont impacté le développement de l'activité économique.

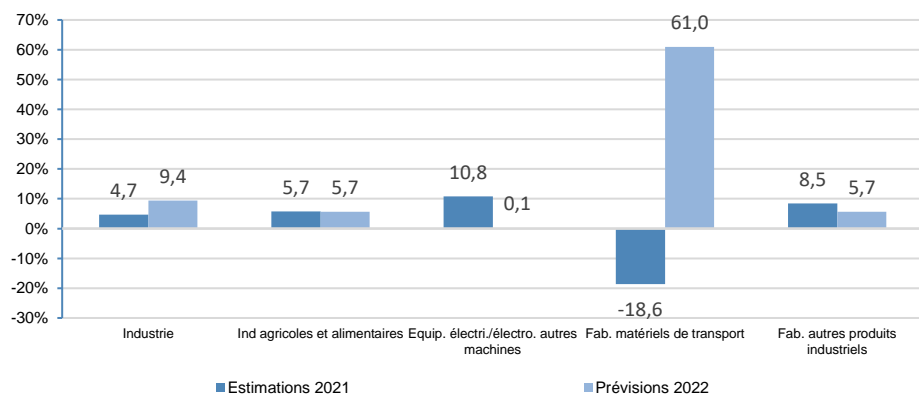
Pour 2022, malgré des évolutions très hétérogènes entre secteurs, les chefs d'entreprises tablent sur une progression générale d'activité. L'industrie bénéficierait d'une croissance et d'investissements plus marqués que dans les services marchands et la construction mais l'anticipation d'une persistance des difficultés d'approvisionnements et de recrutements devraient voir les entreprises continuer de s'ajuster au gré des incertitudes sur l'évolution de la situation sanitaire (réduction des marges, répercussion partielle de la hausse des matières premières sur le prix des produits finis, réduction des carnets de commandes ou allongement des délais de livraisons). À noter toutefois que du fait de la nouvelle flambée épidémique (Omicron), les entreprises signalent un regain significatif d'incertitudes qui doit conduire à interpréter avec une plus grande précaution qu'habituellement leurs anticipations.



Synthèse de l'Industrie

En 2021, l'industrie a connu un rebond en termes de chiffre d'affaires et d'effectifs par rapport à 2020, même si la production a été affectée par des problèmes d'approvisionnement, en particulier dans les secteurs de l'automobile, des équipements électroniques et des machines et équipements.

Évolution du chiffre d'affaires



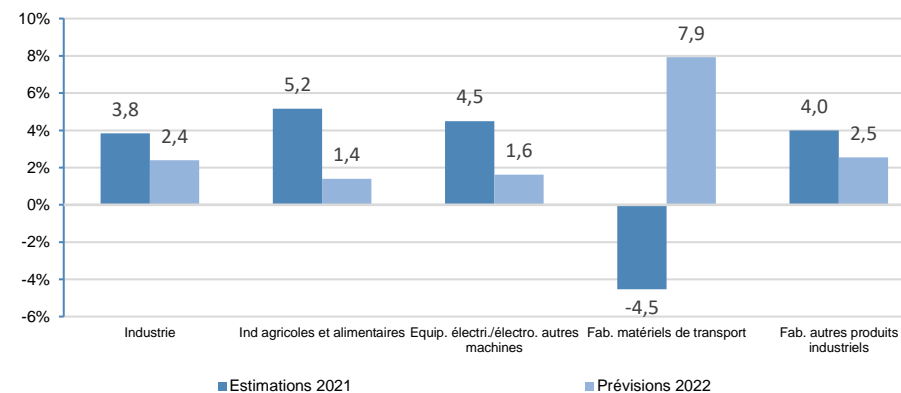
En 2021, la hausse du chiffre d'affaires total de l'industrie, plutôt en ligne avec les prévisions des chefs d'entreprises lors de la précédente enquête annuelle (+6.5%), a toutefois été limitée par la poursuite des difficultés dans le secteur fabrication matériel de transport, et en particulier dans l'industrie automobile, unique secteur ayant vu son activité reculer.

En 2022, le secteur verrait son chiffre d'affaires se redresser sensiblement, situation propice à une reprise des investissements, en particulier grâce au redémarrage de l'industrie automobile. Cette projection repose sur l'hypothèse d'une résorption de la pénurie de matériaux, notamment les composants et semi-conducteurs, et une diminution des difficultés en terme de main d'œuvre disponible. La baisse du prix de matières premières et des produits intermédiaires pourrait également jouer sur le niveau d'activité dans les autres sous-secteurs et accélérer l'activité bretonne.

Après une chute limitée par les mesures de chômage partiel en 2020, les effectifs employés dans l'industrie bretonne ont connu en 2021 une progression plus importante qu'anticipée (+3.8% contre +1.2%), sans toutefois de recours accru à l'intérim. Cette progression est essentiellement due à l'industrie agricole et alimentaire.

En 2022, les chefs d'entreprises prévoient de renforcer leurs effectifs, tout en restant prudents. Le rebond attendu dans l'industrie automobile est très significatif.

Évolution des effectifs

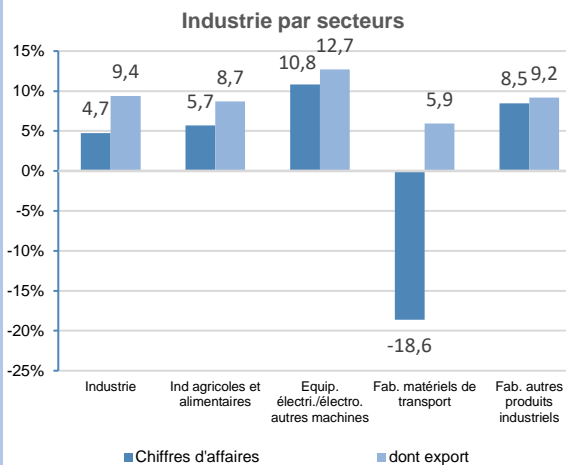


Source Banque de France – INDUSTRIE



18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

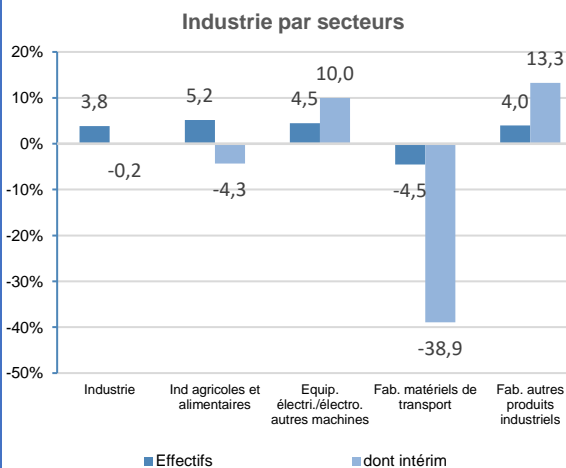
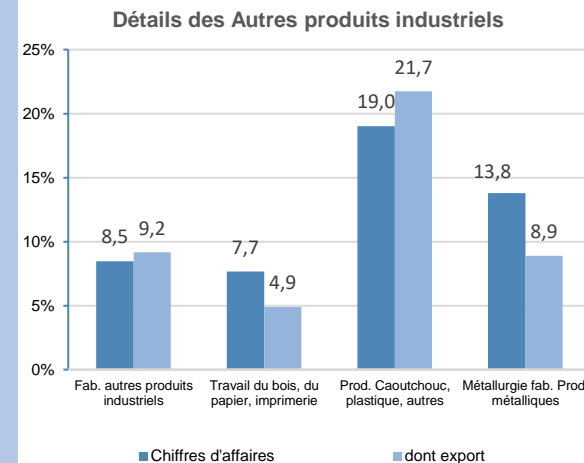
Chiffre d'affaires, dont export



Si l'on excepte le secteur de la fabrication des matériels de transports (essentiellement l'industrie automobile) qui a connu un arrêt des chaînes de production avec la fermeture de plusieurs sites, le chiffre d'affaires des autres secteurs est en progression, sous l'effet de la levée des restrictions de circulation par rapport à 2020 et d'une reprise vigoureuse des exportations avec l'augmentation de la demande mondiale pour les biens industriels.

Chiffre d'affaires, dont export

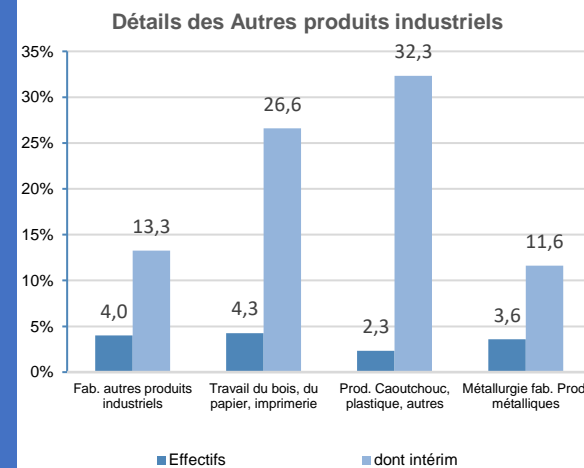
Le secteur des produits en caoutchouc et plastique et, dans une moindre mesure, celui de la métallurgie et des produits métalliques, a largement contribué à la progression du chiffre d'affaires dans l'industrie, en particulier grâce à un net rebond des exportations dans ces deux sous-secteurs.



En 2021, excepté dans la fabrication des matériels de transport, la hausse des effectifs a été générale dans tous les secteurs industriels. Sauf dans le secteur 'autres produits industriels' (caoutchouc, bois, métallurgie), cette hausse des effectifs s'est faite sans recours accru à l'intérim. Le secteur automobile a fortement réduit sa demande en intérimaires avec l'arrêt des chaînes de production.

Effectifs, dont intérim

En lien avec la progression du chiffre d'affaires dans ces secteurs, les effectifs dans les industries du caoutchouc, du bois et de la métallurgie sont repartis à la hausse. Cette progression s'est faite avec un recours accru aux intérimaires, en particulier dans la production de caoutchouc et de plastiques permettant une flexibilité dans la gestion des équipes.



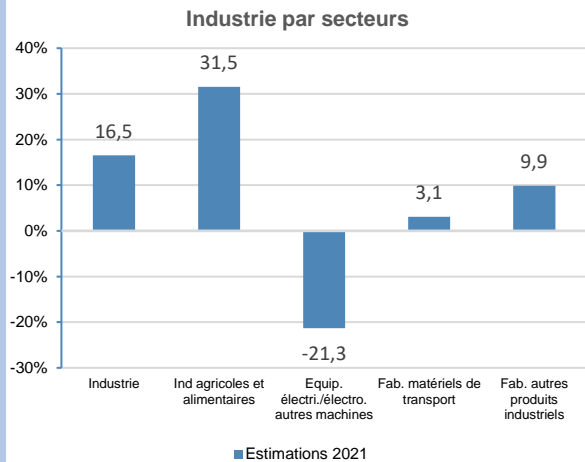
Effectifs, dont intérim



18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

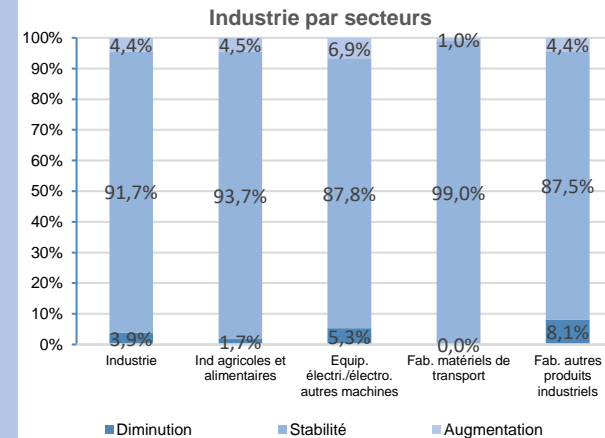
Évolution des investissements

En dépit d'un environnement économique et sanitaire très incertain, les industriels ont généralement accéléré leur effort d'investissement, excepté dans les équipements électriques. En effet, à l'opposé de la tendance observée l'an dernier où ce dernier secteur avait été le seul à présenter un bilan positif en termes d'investissement, les chefs d'entreprises semblent avoir préféré reporter leurs projets d'investissement pour 2022.



Délais de paiements

Dans l'industrie, les délais de paiements sont restés stables dans l'ensemble.



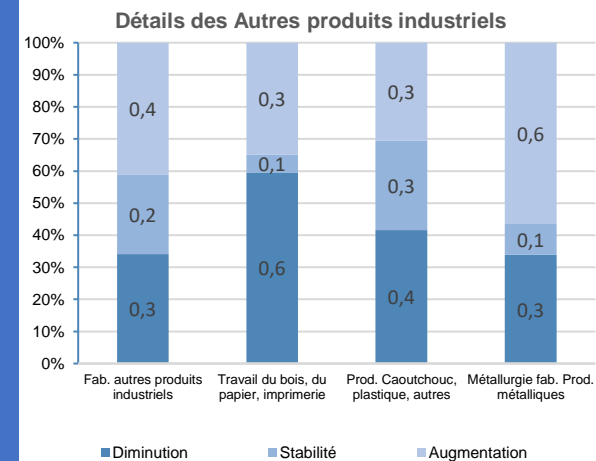
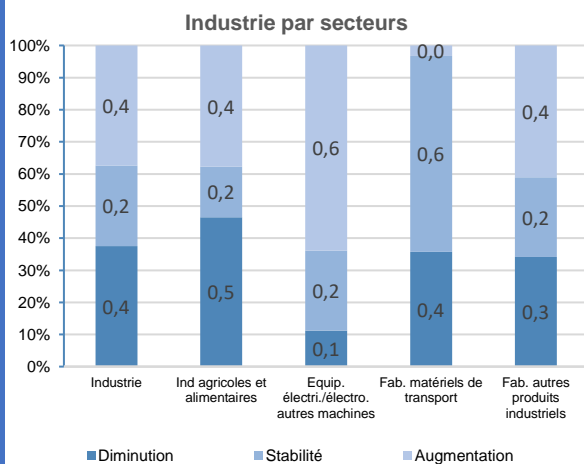
Bilan 2021

Malgré une année 2021 encore difficile en termes d'approvisionnement, près de 40% des entreprises interrogées ont vu leur rentabilité augmenter (contre 28% en 2020). En lien avec la chute des investissements, le secteur des équipements électrique a réalisé des progrès plus marqués en matière de rentabilité, tandis que le secteur de la construction automobile a pu maintenir une stabilité de ses résultats, parfois au prix de la réduction importante des frais fixes (fermeture d'usines).

Rentabilité

La rentabilité a le plus progressé au sein du sous-secteur métallurgie tandis que la baisse la plus importante a concerné le bois, le papier et l'imprimerie.

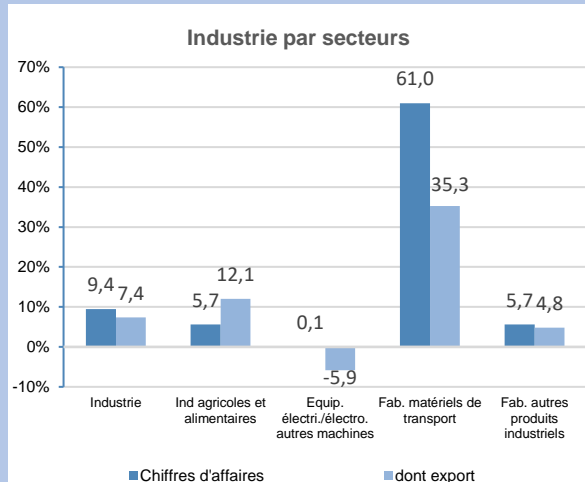
Rentabilité





18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

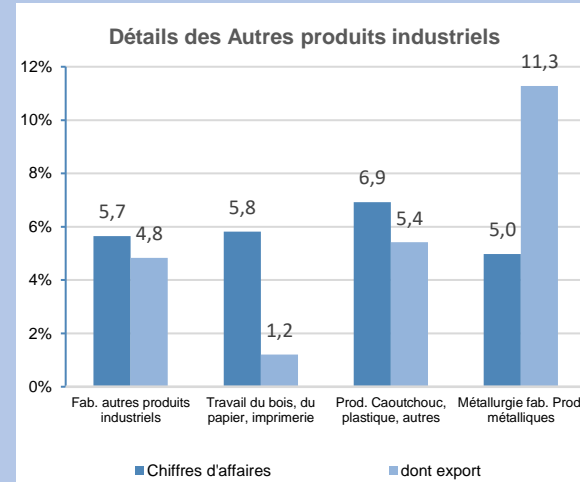
Chiffre d'affaires, dont export



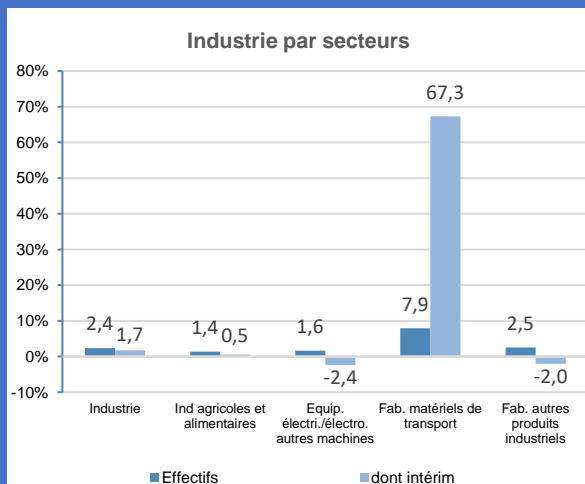
Les chefs d'entreprises anticipent globalement une forte progression de l'activité, grâce à la poursuite du redressement du marché extérieur. Ces anticipations sont particulièrement prononcées dans l'industrie automobile avec la résorption attendue des difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs mais également dans le secteur de la construction navale avec la confirmation de commandes pour la livraison de frégates.

Chiffre d'affaires, dont export

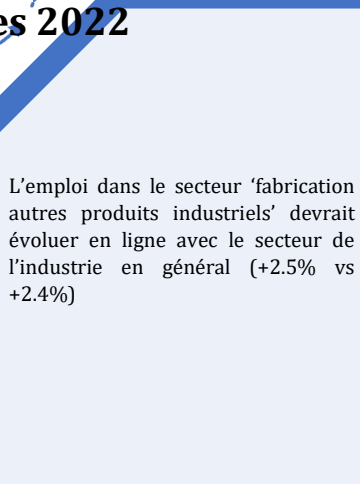
Le dynamisme des exportations, en particulier dans la métallurgie, contribuera à la hausse du chiffre d'affaires attendu dans l'industrie. Pour autant, si les contraintes d'approvisionnement se prolongeaient, elles pourraient continuer à freiner la reprise en détériorant la capacité des entreprises à répondre à la demande qui leur est adressée.



Perspectives 2022



Dans l'industrie, les chefs d'entreprises anticipent un rebond de l'emploi en 2022 dans tous les secteurs. Le secteur des matériels de transport serait le plus dynamique dans ce domaine, y compris en matière de recours à l'intérim, en particulier chez les sous-traitants pour honorer le haut niveau de commandes. Dans les autres secteurs, le retour à l'intérim resterait plus limité, dans l'attente d'une meilleure visibilité.



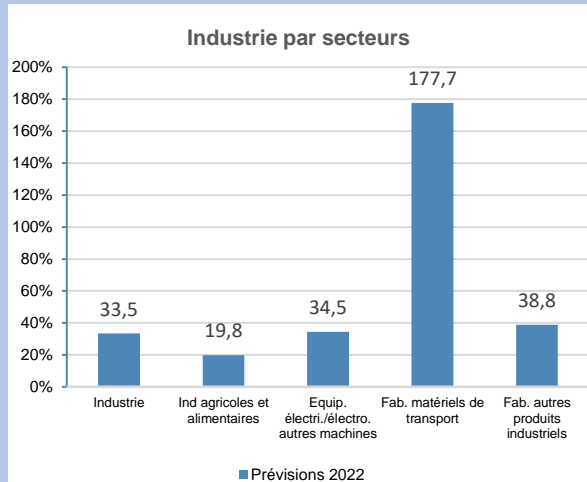
L'emploi dans le secteur 'fabrication autres produits industriels' devrait évoluer en ligne avec le secteur de l'industrie en général (+2.5% vs +2.4%)

Effectifs, dont intérim

Effectifs, dont intérim



18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

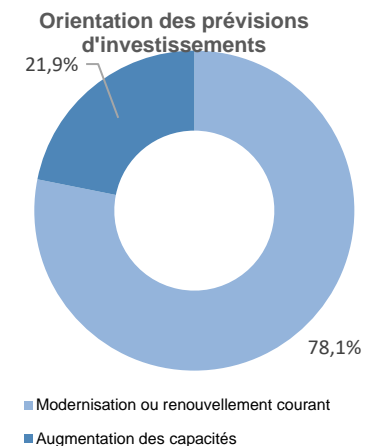


Investissements

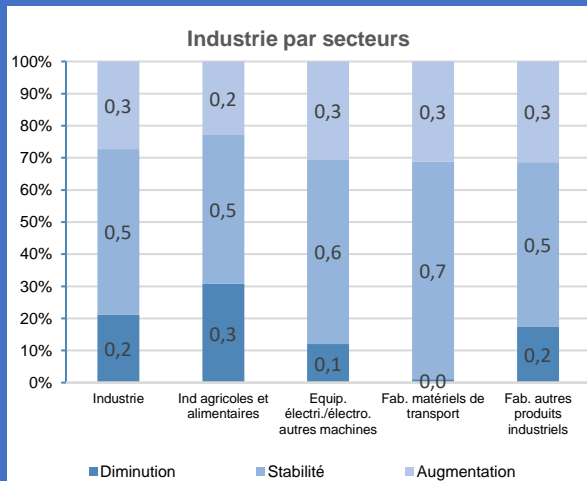
Après la reprise des projets intervenus en 2021, les perspectives de rebond de l'investissement sur 2022 devraient se poursuivre et concerner tous les secteurs, sous l'effet notamment de conditions de financement toujours relativement favorables et des subventions accordées dans le cadre du plan de relance. Dans les faits, le segment des matériels de transport connaîtrait une progression très importante de ses investissements, en particulier dans l'industrie automobile avec des investissements importants attendus dans l'électrique hybride.

Orientation des prévisions

Le rebond de l'investissement devrait concerner essentiellement la modernisation des outils davantage que l'augmentation des capacités.

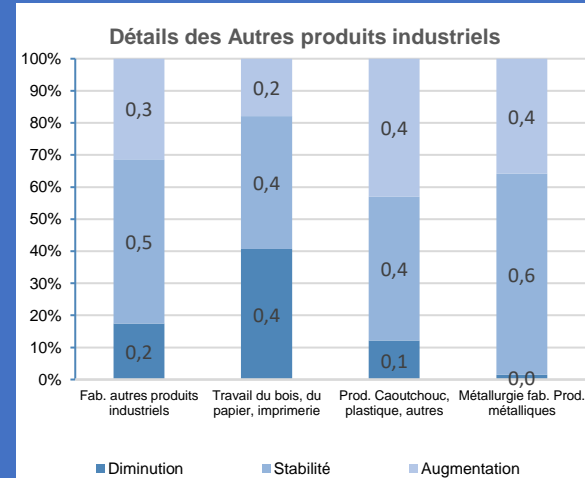


Perspectives 2022



Les chefs d'entreprises interrogés sont d'une manière générale plus optimistes pour 2022 que pour 2021 puisqu'ils sont une large majorité à estimer que le niveau moyen de la rentabilité d'exploitation dans l'industrie progresserait ou a minima se stabiliserait (80% contre 60% estimés en 2021).

La rentabilité attendue dans le sous-secteur de la fabrication des autres produits industriels (bois, caoutchouc, métallurgie) est en ligne avec la rentabilité de l'ensemble de l'industrie (80% à estimer que la rentabilité progresserait ou se stabiliserait).



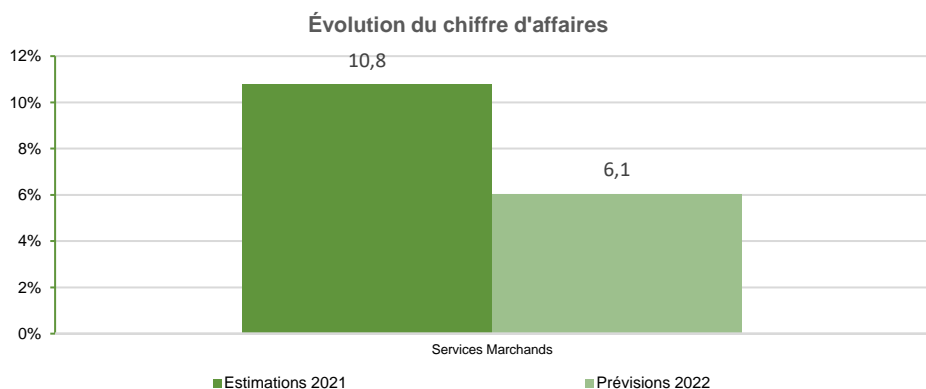
Rentabilité

Rentabilité



Synthèse des services marchands

Au cours de l'année, les services marchands sont restés le principal moteur du dynamisme de la croissance au niveau national. L'allègement des contraintes sanitaires a favorisé une normalisation progressive de l'activité dans des secteurs très touchés comme le commerce, les transports ou l'hébergement-restauration. Toutefois, le ralentissement dû à la reprise épidémique, couplé aux difficultés de recrutements et d'approvisionnements devraient peser sur le niveau de chiffre d'affaires et l'évolution des effectifs en 2022.

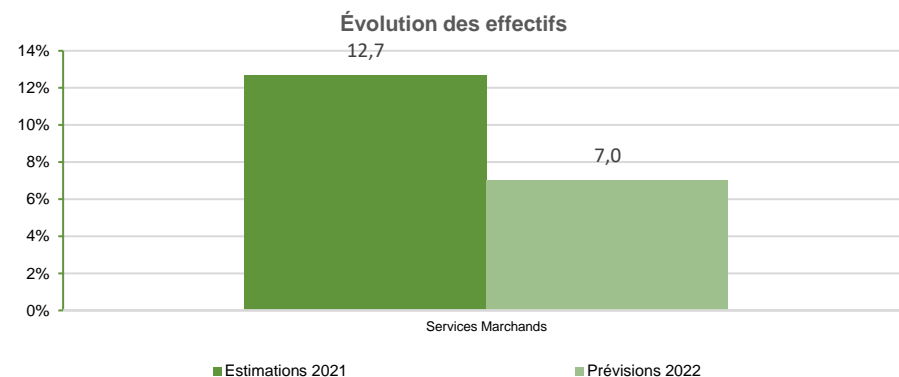


Après un recul de 1.3% en 2020, le chiffre d'affaires dans les services marchands a progressé en 2021 bien au-delà des anticipations formulées l'an dernier (+10.8% vs 5.2%)

Toutefois, le haut degré d'incertitude pour 2022, en particulier pour les secteurs confrontés aux aléas sanitaires (hébergement, hôtellerie-restauration) incite les chefs d'entreprises à la prudence dans leurs prévisions d'activité pour 2022 (+6.1%).

Après une année 2020 marquée par une stabilisation des effectifs, en particulier grâce aux mesures de chômage partiel (+1.7%), la hausse de l'activité dans les services marchands en 2021 s'est traduite par une progression des effectifs dans ce secteur (+12.7%), bien au-delà des attentes (+2.7%). Cette progression a en particulier été très importante dans les services aux entreprises pour répondre à des plans de charge assez garnis.

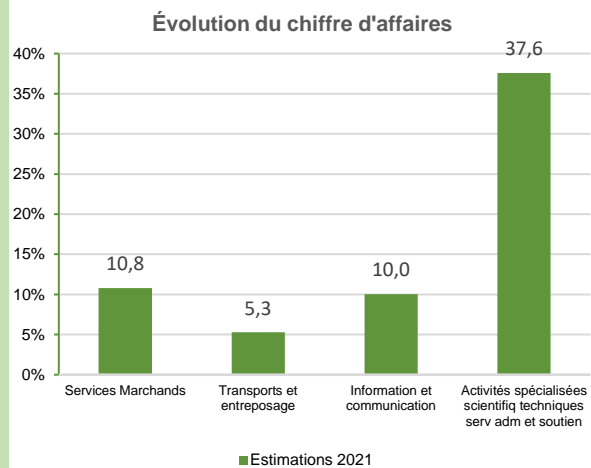
Pour 2022, la progression des effectifs devrait toutefois être plus limitée par rapport à 2021 en raison d'une évolution attendue du chiffre d'affaires plus prudente dans les services marchands (+6.1%).





55%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

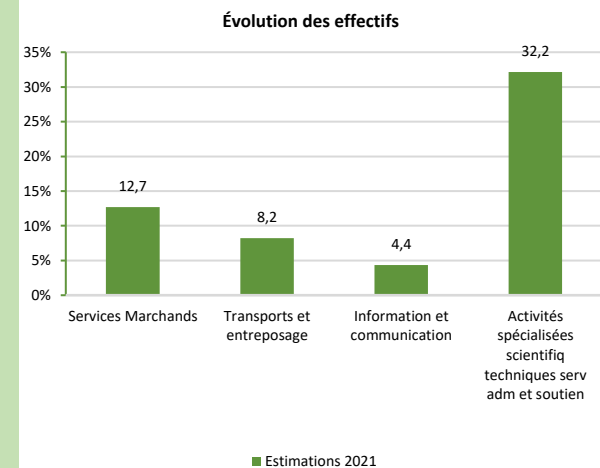


Chiffre d'affaires

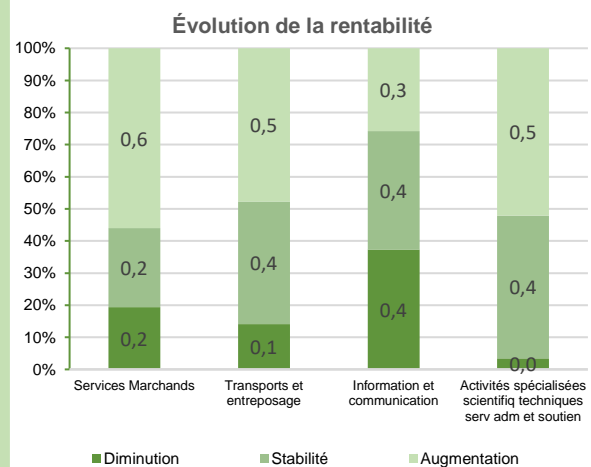
En 2021, l'activité a été plus dynamique qu'anticipée (10.8% vs +5.2%), en particulier dans le secteur des services aux entreprises (intérim, conseil en gestion, publicité) et dans une moindre mesure dans l'informatique compte tenu des besoins de digitalisation au sein des entreprises qui se sont considérablement amplifiés depuis 2020 dans les secteurs privés comme publics, du fait du développement massif du télétravail et des achats à distance.

Effectifs

La hausse de l'activité dans les services marchands en 2021 s'est traduite par un renfort en emplois stables puisque la progression est de +12.7%, nettement supérieure aux prévisions effectuées il y a un an (+2.7%). Cette progression des effectifs a en particulier été très importante dans les services aux entreprises pour répondre à des plans de charge assez garnis.



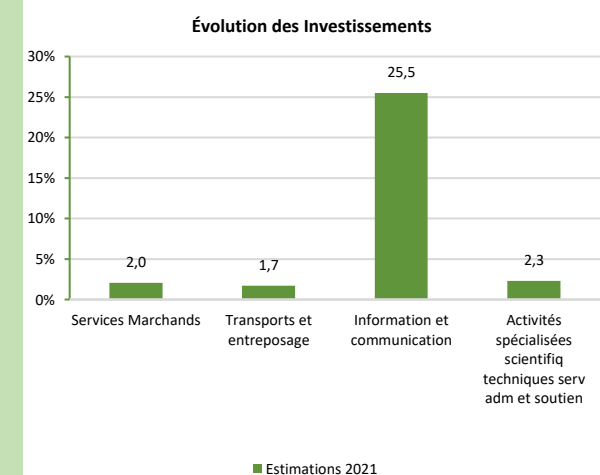
Bilan 2021



En 2021 sur l'ensemble des secteurs sous revue, les marges d'exploitation ont connu une progression plus importante qu'en 2020 (60% contre 30%). Une progression de la rentabilité dans le secteur des transports et au sein de l'ingénierie est à noter, tandis que dans les activités informatiques et de la communication les marges se sont davantage contractées.

Rentabilité

Après un net recul en 2020 (-14.4%), l'évolution des investissements est restée relativement mesurée (+2.0%) mais néanmoins bien au-delà des anticipations (-3.1%). Au sein des services marchands, le secteur de l'information et de la communication a largement contribué à la hausse de l'investissement.

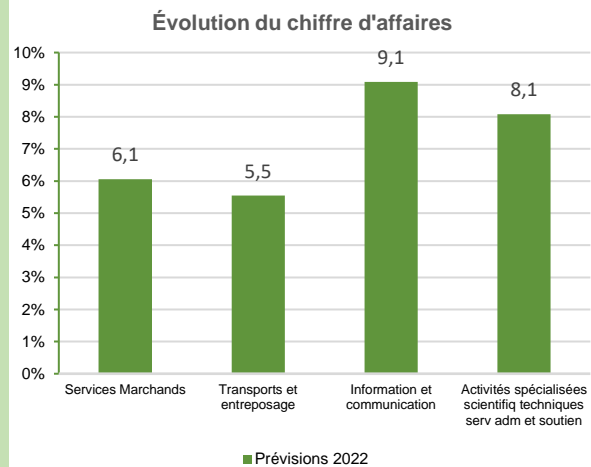


Investissements



55%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



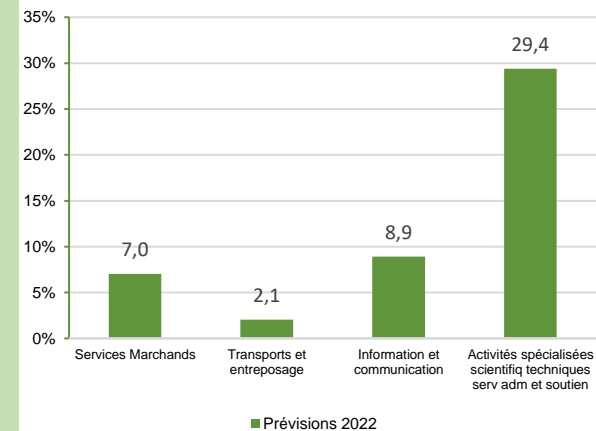
Chiffre d'affaires

Si l'activité demeurerait dynamique en 2022, en particulier dans le secteur informatique vu les besoins de digitalisation au sein des entreprises, le redressement enregistré en 2021 devrait se tarir, en particulier dans les secteurs de l'hébergement et la restauration, secteurs plus exposés aux aléas du contexte sanitaire.

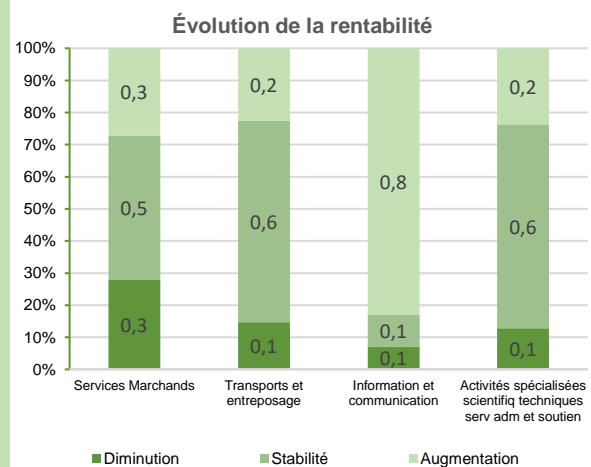
Effectifs

Dans l'ensemble, les dirigeants approchés sont optimistes pour 2022 et manifestent l'intention de procéder à de nouveaux recrutements, en particulier dans le secteur des services aux entreprises où ceux-ci devraient s'accroître en 2022 pour répondre à des plans de charge élevés.

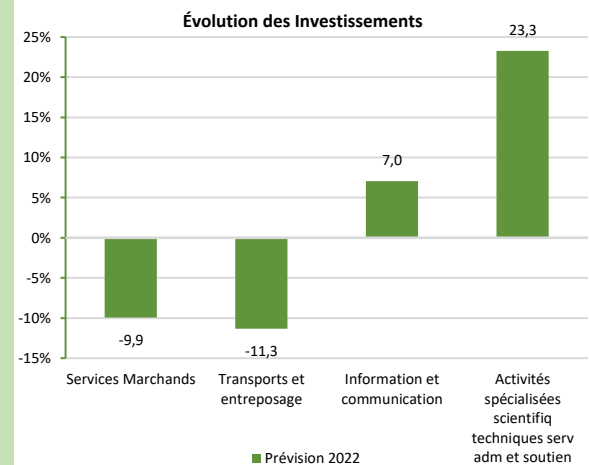
Évolution des effectifs



Perspectives 2022



En lien avec une progression du chiffre d'affaires attendue plus faible en 2022 qu'en 2021, les chefs d'entreprises interrogés font état d'un optimisme mesuré sur l'évolution de leur rentabilité en 2022 puisqu'ils sont 30% à s'attendre à une diminution de cette rentabilité, un chiffre en hausse par rapport aux prévisions de l'an dernier (10%).



En dépit d'une nette progression pour les activités de services aux entreprises (+23.3%), les investissements sont attendus en baisse dans l'ensemble du secteur (près de -10%). Un chiffre à interpréter toutefois avec prudence au regard d'estimations identiques formulées l'an dernier (-3.1%), et qui se sont révélées finalement en hausse (+2.0%).

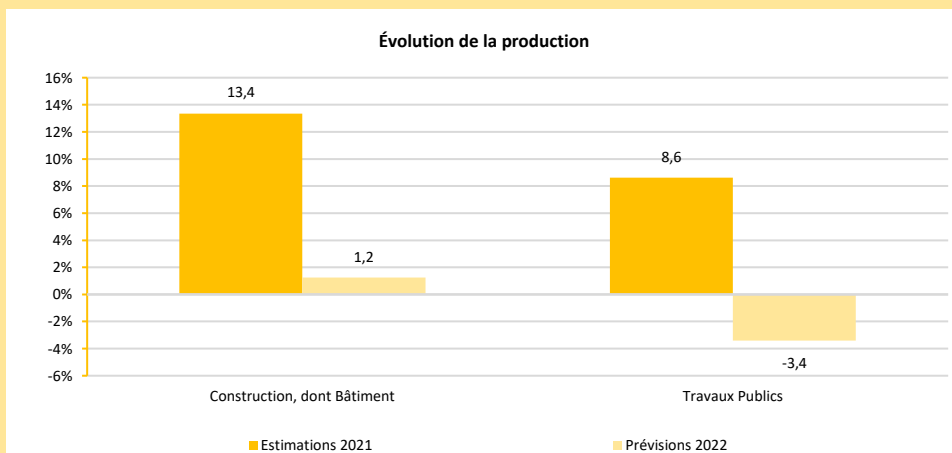
Rentabilité

Investissements



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2021, en dépit d'une nette progression d'activité par rapport à 2020 portée par le maintien d'un haut niveau de carnet de commandes, le secteur du bâtiment-travaux publics a continué de souffrir des difficultés de recrutement et d'approvisionnement, de la volatilité du coût des matières premières et des incertitudes sanitaires.

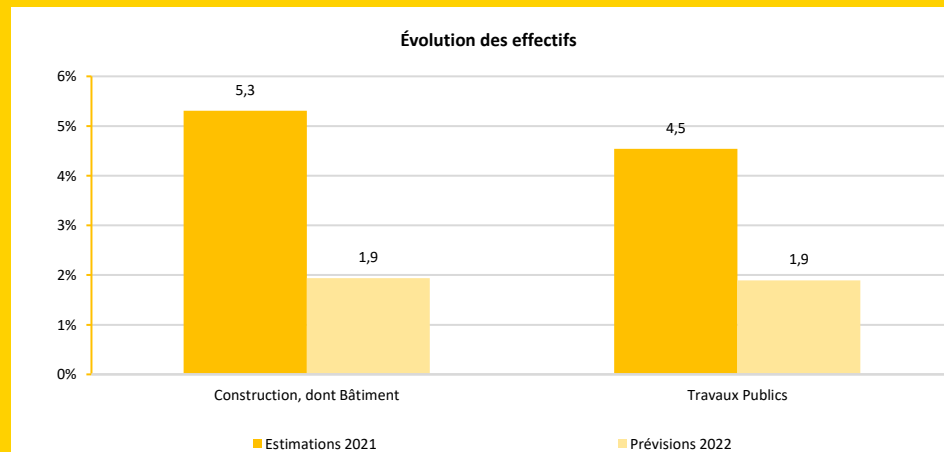


Après une année 2020 en nette baisse (-6.2%), l'activité a fortement progressé dans le secteur de la construction, bien au-delà des anticipations (+13.4% vs +4.9%). Toutefois, les prévisions pour l'an prochain sont plus mesurées en raison des pénuries d'approvisionnement et des difficultés de recrutement.

Dans les travaux publics le rebond de l'activité en 2021 est net également (+8.6% vs -4.5% en 2020) et au-delà des attentes exprimées il y a un an (-1.5%). Toutefois, en raison du même type de difficultés rapportées que dans le secteur de la construction, les prévisions pour les travaux publics tablent sur un recul d'activité de l'ordre de -3.4%.

En 2020, les recrutements ont évolué pour répondre à l'évolution de la production mais les entreprises ont été confrontées à des difficultés persistantes de recrutement.

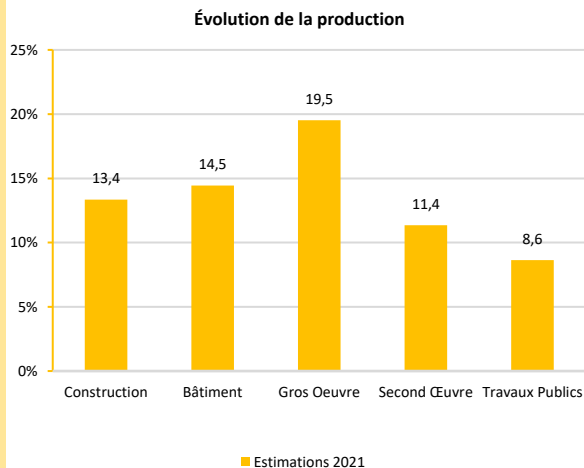
Face aux difficultés de recrutement attendues cette année, l'évolution des effectifs devrait se poursuivre mais à un rythme plus faible qu'en 2021.



Source Banque de France – CONSTRUCTION



9%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

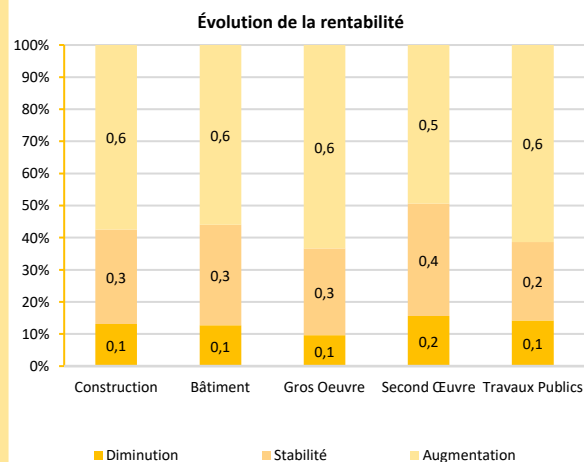
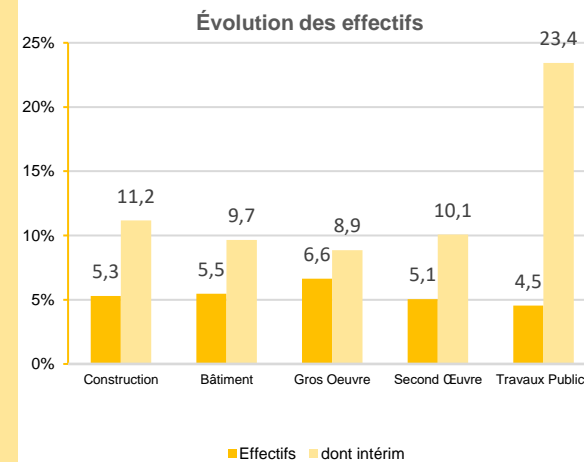


Production totale

La production totale, qui comprend le chiffre d'affaires et la production stockée, est estimée en hausse par rapport à 2020. Les estimations 2021 sont par ailleurs nettement supérieures aux perspectives formulées l'année dernière: les entreprises interrogées attendaient une hausse plus mesurée de 4,9%.

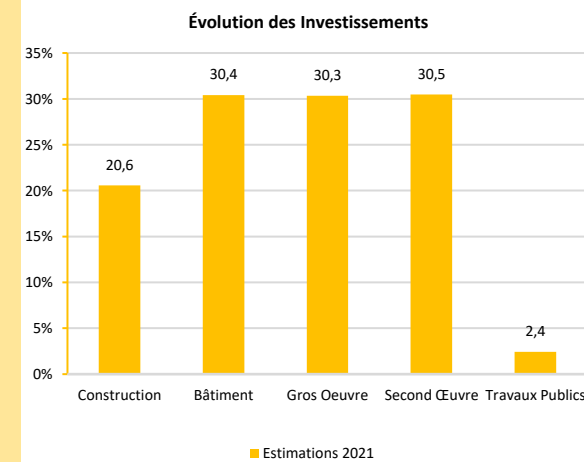
Effectifs, dont intérim

Sur l'exercice 2021, les entreprises indiquent un renforcement des effectifs: celui-ci demeure toutefois inférieur à l'évolution de l'activité. Le recours à l'intérim reste important dans l'ensemble des sous-secteurs mais nettement plus marqué dans les travaux publics.



En 2021, la rentabilité est en hausse selon 60% des entreprises interrogées. Dans le secteur de la construction, 10% des entreprises interrogées indiquent une baisse de leur rentabilité par rapport à l'année 2020 marquée par d'importantes mesures sanitaires. En revanche, la majorité des entreprises constatent une hausse de la rentabilité en 2021. 30% d'entre elles constatent une stabilité.

Après une année 2020 prudente en terme d'investissements, un regain de visibilité en 2021 a permis aux entreprises de réaliser les investissements ayant été différés auparavant. Le secteur des travaux publics indique une hausse plus mesurée, toutefois celle-ci reste plus favorable que les perspectives formulées l'année précédente.

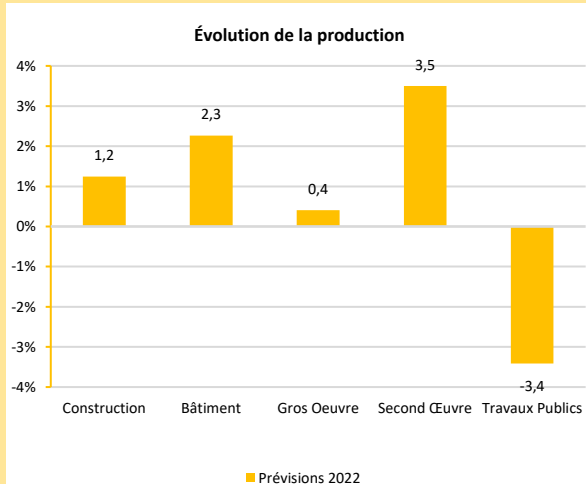


Rentabilité

Investissements



9%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

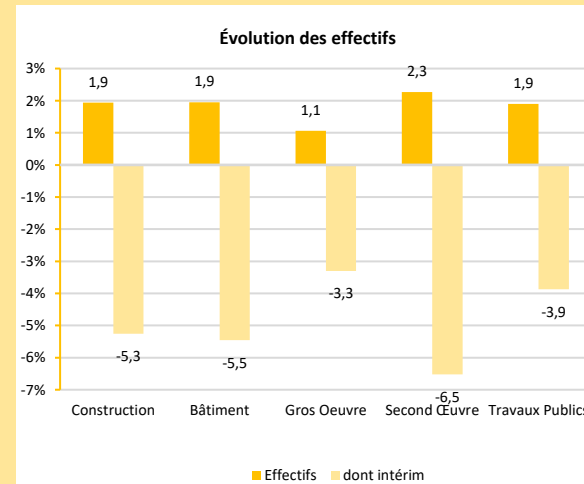
Dans la construction, les perspectives font état d'une très légère progression. Le second œuvre en serait le principal contributeur, la production dans le gros œuvre restant quasiment stable.

Les chefs d'entreprises des travaux publics sont moins confiants et anticipent une baisse de la production liée en partie à une demande moindre de la clientèle publique, qui représente une part plus importante des commandes.

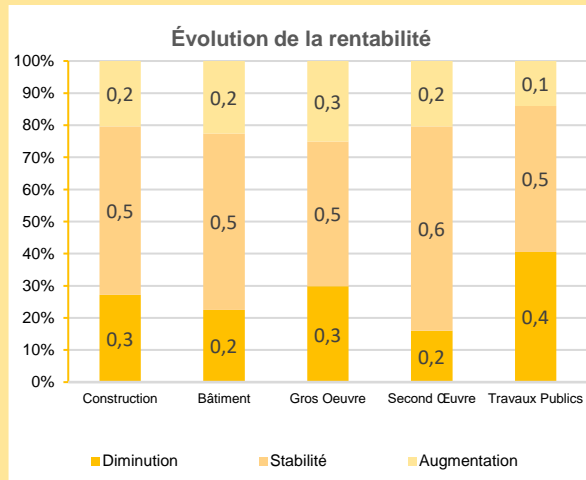
Effectifs, dont intérim

L'emploi salarié resterait en légère progression, à la même hauteur dans le bâtiment et dans les travaux publics.

Les perspectives concernant l'emploi intérimaire sont quant à elles orientées défavorablement.



Perspectives 2022

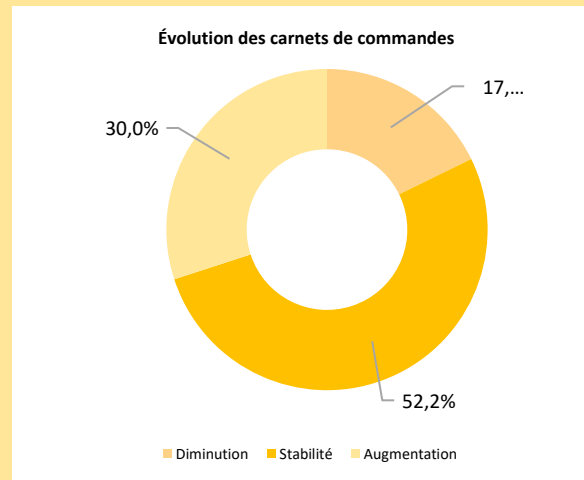


Les entrepreneurs bretons sont majoritairement prudents sur l'évolution de leur rentabilité : ils sont plus nombreux à envisager une diminution ou une stabilité de leur rentabilité du fait des hausses du coût des matières premières.

Celles-ci peuvent faire craindre une détérioration de la rentabilité, qui pourrait inciter les dirigeants à augmenter le prix des devis.

Comme l'an dernier, les dirigeants interrogés sont majoritairement enclins à estimer que leurs carnets de commandes devraient rester stables.

Les retards dans les délais et les décalages de chantiers induits par les difficultés d'approvisionnement pourraient avoir des conséquences sur les prises de commandes à venir.



Rentabilité

Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2020-2021-2022).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

700 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 123 088 personnes

Un chiffre d'affaires global de 30 120 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2020		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	277	76 678	146 733	52,3%
Ind Agricoles et Alimentaires	98	36 489	58 919	61,9%
Equip. Électri./électr. Autres machines	39	8 931	17 866	50,0%
Fab. Matériel de transport	9	9 539	11 860	80,4%
Fab. Autres produits industriels	131	21 719	51 866	41,9%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2020		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	181	32 939	80 130	41,1%
Transport et entreposage	89	12 620	31 849	39,6%
Information et communication	34	3 723	16 387	22,7%
Activités spécialisées scientifique techniques serv adm et soutien	58	16 596	31 894	52,03%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2020		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	242	13 471	68 303	19,7%
Bâtiment	198	10 043	54 911	18,3%
Gros oeuvre	56	4 784	16 060	29,8%
Second oeuvre	142	5 259	38 851	13,5%
Travaux publics	44	3 428	13 392	25,6%




Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Bretagne Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

25 rue de la Visitation CS 56431 - 35064 - RENNES CEDEX

 **02.99.25.12.06**

 **0682-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Yoann CHEURFA, Responsable du Pôle Références Économiques et Études

Directeur de la publication

Hervé MATTEI, Directeur Régional

